

## 2018 : les Suisses et la sécurité

Sentiment de sécurité et perception de la Suisse et du monde : en 2018, d'une manière générale, les Suissesses et les Suisses se sentent très en sécurité. En outre, ils restent nettement plus optimistes quant à l'avenir de la Suisse et évaluent le développement futur de la politique mondiale de façon moins pessimiste. La peur de la criminalité est faible et n'a pas changé par rapport à l'an dernier. Cette année, nettement plus de personnes se sentent en sécurité dans des espaces publics.

### Confiance dans les autorités et les institutions

La police et les tribunaux arrivent encore en tête du classement, suivis du Conseil fédéral et de l'économie suisse. L'armée et le Parlement occupent les positions moyennes. L'élément nouveau, c'est que les médias occupent l'avant-dernière place de l'indice de confiance, devant les partis politiques. La confiance moyenne accordée aux autorités et aux institutions en question est restée identique par rapport à l'année précédente. La confiance dans les médias a significativement augmenté et celle accordée à l'armée et au Parlement significativement diminué.

En 2018, l'électorat suisse est plus optimiste à l'égard de l'avenir proche de la Suisse. 87% (+5%) des Suissesses et des Suisses se déclarent optimistes quant à l'avenir de la Suisse dont 9% (+3%) très optimistes et 78% (+2%) plutôt optimistes. Au total, 13% (-5%) des sondés ont une vision pessimiste de l'avenir de la Suisse dont 12% (-5%) plutôt et 1% (0%) très pessimiste. En 2018, l'optimisme face à l'avenir atteint un pic historique.

Actuellement, par rapport à l'année dernière, moins de Suissesses et de Suisses évaluent le développement de la situation politique mondiale de façon critique. 31% (+5% est optimiste, dont 1% (+1%) très et 30% (+4%) plutôt optimistes. Le pourcentage de ceux qui envisagent la situation politique mondiale avec pessimisme est de 68% (-5%, parmi lesquels on compte 7% (-1%) qui l'évaluent de façon très pessimiste et 61% (-4%) qui sont plutôt pessimistes. La situation politique mondiale a été jugée de façon très pessimiste au cours des deux années précédentes (2016 et 2017). En 2018 cette tendance recule légèrement, mais l'évaluation à long terme reste encore très critique.

Par rapport à l'année dernière, le sentiment général de sécurité reste en moyenne inchangé et, en comparaison à long terme, très élevé. 95% (+2%) des Suissesses et des Suisses déclarent se sentir en général en sécurité dont 31% (+2%) très et 64% (0%) plutôt en sécurité. Au total, 5% ne se sentent pas en sécurité dont 4% (-2%) disent se sentir plutôt pas et 1% pas du tout en sécurité.

Depuis 2016, on mesure la crainte de la criminalité en posant la question suivante: «Dans quelle mesure vous sentez-vous en sécurité seul/e après la tombée de la nuit à pied dans votre quartier? Vous sentez-vous très en sécurité, plutôt en sécurité, plutôt pas en sécurité ou pas du tout en sécurité?» Par rapport à l'année dernière, la crainte de la criminalité reste inchangée et faible. Ce sont encore 89% (0%) des sondés qui disent se sentir en sécurité en se promenant seuls la nuit dans leur quartier, dont 46% (+1%) très, et 43% (-1%) plutôt en sécurité. 1% (0%) d'entre eux disent se sentir plutôt pas ou pas du tout en sécurité. 1% des sondés déclarent ne jamais se déplacer seuls à la nuit tombée.

Eu égard aux divers attentats terroristes survenus en Europe les dernières années, on mesure depuis 2016 le sentiment subjectif de sécurité dans des espaces publics. Par rapport à 2017, le sentiment subjectif de sécurité dans des espaces publics a augmenté légèrement, mais statistiquement il a significativement augmenté. Au total, 83% (+4%) des sondés déclarent se sentir en sécurité dans des espaces publics, dont 22% (+5%) très et 61% (-1%) plutôt en sécurité. 16% répondent par la négative, dont 15% (-3%) plutôt pas et 1% (0%) pas du tout en sécurité. 1% (0%) des répondants affirme ne jamais fréquenter des espaces publics où il y a beaucoup de gens, un pourcentage stable depuis 2016.

L'idée qu'il faut lutter contre le terrorisme de manière encore plus persuasive se maintient à 89% (0%). 80% (+2%) des sondés approuvent un renforcement de la lutte contre l'extrémisme de droite. En 2018, 68% (+4%) approuvent la lutte contre l'extrémisme de gauche, proportion qui correspond à la valeur la plus élevée relevée jusqu'ici. Par rapport à 2017, cette conception a significativement augmenté.

Une nette majorité de 93% des électeurs interrogés soutiennent que, «malgré toutes les mesures de sécurité, nous ne pourrions pas nous attendre à 100% de sécurité, nous devons apprendre à vivre avec un certain degré d'insécurité.» 69% des sondés sont d'avis que, si tous les gens avaient de meilleures opportunités d'éducation, il y aurait moins de terrorisme dans le monde et 62% souscrivent à l'affirmation que «les attaques terroristes pourront être évitées si nos mesures de sécurité sont renforcées.» 52% soutiennent l'affirmation que, «si la distribution des revenus était plus juste, alors nous aurions moins de terrorisme dans le monde.» L'opinion que «actuellement on donne trop d'importance à la lutte contre le terrorisme» est partagée par 37% des sondés. Une nette minorité (35%) est d'avis qu'on pourrait éviter des attentats terroristes si on surveillait plus intensément les mosquées. L'adoption de mesures préventives ainsi que répressives semble être pondérée de la même façon par la population suisse.

## **Politique de sécurité**

**Nécessité de l'armée.-** En 2018, l'attitude nettement positive à l'égard de l'armée suisse se maintient. Actuellement, 81% (-1%) des personnes interrogées estiment que l'armée est nécessaire. En général, les gens de 18 à 19 ans (cohorte des conscrits) ont une attitude plus sceptique par rapport à la nécessité de l'armée que les générations plus âgées. En 2018, on ne constate plus ce résultat, avec 79% (+10%) des 18-19 ans qui trouvent que l'armée suisse est indispensable, une approbation identique à celle de la cohorte des 30-59 ans qui s'élève à 77% (-6%). A l'exemple des années précédentes, 87% (-1%) des gens à partir de 60 ans voient la nécessité de l'armée suisse de façon plus prononcée que les deux autres groupes d'âge. Tandis que l'armée est clairement considérée comme nécessaire, la connaissance par rapport au projet de réforme «Développement de l'armée» (DEVA) est réduite. En janvier 2018, 48% des sondés déclaraient n'avoir jamais entendu parler de DEVA. 39% des Suissesses et des Suisses en avaient au moins entendu ou lu quelque chose. 10% savent en grandes lignes sur quoi porte DEVA et seulement 2% connaissent bien DEVA, qui a été mis en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Rôle sociétal de l'armée.-** Depuis 1976, le rôle sociétal de l'armée suisse est mesuré par le biais de trois réponses possibles: l'institution militaire est une institution centrale de la société; l'institution militaire est un mal nécessaire; l'institution militaire est une institution qui mérite d'être abolie. Pour 44% (-3%) des Suissesses et des Suisses l'armée joue en 2018 un rôle central. En même temps, 44% (+2%) considèrent l'armée comme un mal. Ces valeurs restent identiques à celles de 2017.

**Satisfaction par rapport aux prestations de l'armée.-** Depuis 2011, l'évaluation de la satisfaction par rapport aux prestations de l'armée se fait sur une échelle de 1 à 10, la valeur correspondant à «pas du tout satisfait» et la valeur 10 à «très satisfait». Alors qu'entre 2011 et 2012, la satisfaction a crû un peu, elle est descendue légèrement en 2013. À partir De 2014, la satisfaction par rapport aux prestations de l'armée est légèrement montée. En 2018, elle est significativement descendue et atteint désormais 6.3 (-0.2). Actuellement, la satisfaction correspond au niveau de la moyenne à long terme (2011-2018) de 6.3.

**Armée de milice versus armée professionnelle.-** Depuis 2013, la majorité de la population préfère une armée de milice à une armée professionnelle. En 2018, une majorité de 56% soutient l'armée de milice. Une minorité de 40% (+3%) se prononce en faveur de l'armée professionnelle. L'acceptation de l'armée professionnelle auprès de la cohorte des conscrits (18-29 ans) est aujourd'hui de 46% (+1%). Aussi en 2018 les 18-29 ans restent toujours partagés quant à la forme de l'armée.

**Abolition de l'obligation de servir.-** L'approbation de la suppression de l'obligation de servir se maintient au même niveau que l'année précédente. En 2018, 36% (0%) se déclarent en faveur de la suppression de l'obligation de servir. Au moyen de comparaisons sur plusieurs années, cette valeur reste inférieure à la moyenne. Depuis 2013, la population suisse tient à nouveau au principe de l'obligation de servir de façon plus évidente.

**Journée d'information obligatoire pour les femmes.-** À l'heure actuelle, la participation à la journée d'information est obligatoire pour les jeunes hommes et facultative pour les jeunes femmes. Les réponses concernant la journée d'information obligatoire pour les femmes montrent un bilan différencié. 65% des personnes interrogées considèrent que «en tant que citoyennes et citoyens nous avons des droits et des obligations qui devraient être les mêmes pour les hommes et pour les femmes. Dès lors, la journée d'information devrait aussi être obligatoire pour les femmes.» 61% des sondés saluent l'introduction de la journée d'information obligatoire pour les femmes. 61% sont d'accord avec l'idée que «de nos jours, la sécurité est un thème de plus en plus important. Par conséquent, la journée d'information devrait aussi être obligatoire pour les femmes.» Toutefois, si on formule la phrase autrement, c'est-à-dire en mettant en évidence l'aspect volontaire, 54% des sondés sont d'avis que les femmes devraient continuer à participer sur une base volontaire à la journée d'information. Cela montre que, vis-à-vis de ce thème, il existe une certaine indifférence. Or, il apparaît qu'en général une obligation est plus soutenue surtout lorsque l'argumentation vise les mêmes droits et devoirs. Au cas où la journée d'information serait obligatoire pour les femmes, 21% des personnes interrogées préconiseraient une journée d'information séparée seulement pour les femmes.

**Dépenses de l'armée.-** Les attitudes face aux dépenses de l'armée n'ont pas changé de manière significative en 2018. Depuis 2017, la proportion de ceux qui considèrent les dépenses de l'armée comme «raisonnables» se maintient à 49% (0%). Par ailleurs, l'idée que la Suisse dépense «beaucoup trop / trop» d'argent en matière de défense, est soutenue par 36% (+2%) et reste au niveau de l'année précédente. 11% (-1%) des Suissesses et des Suisses sont d'avis que la Suisse dépense «trop peu / beaucoup trop peu» d'argent pour sa défense. Si on additionne la réponse affirmative concernant les mêmes dépenses ou des dépenses plus élevées, celle-ci atteint comme dans les trois dernières années un niveau record.

## **Liberté et sécurité**

Les Suissesses et les Suisses accordent autant de valeur à la sécurité qu'à la liberté. En revanche, si ces deux notions sont mentionnées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, une nette majorité se déclare prête à tolérer des restrictions de liberté. Tandis que l'adhésion à une intensification de la lutte contre l'extrémisme de droite se maintient à un niveau élevé, significativement plus de personnes interrogées soutiennent une lutte renforcée contre l'extrémisme de gauche.

## **Autonomisme et volonté d'ouverture**

Cette année, les Suissesses et les Suisses continuent à montrer une faible volonté d'ouverture. L'adhésion à une autonomie économique et politique se maintient élevée. Pendant que la majorité de la population approuve des formes de coopération souples sans des liens institutionnels, les formes de coopération qui impliqueraient des liens institutionnels sont clairement rejetées. Ainsi, un rapprochement ou une adhésion à l'UE ou à l'OTAN est soutenu seulement par une minorité des personnes interrogées tandis qu'une forte majorité approuve les bons offices de la Suisse. Seule l'approbation d'une augmentation de l'aide humanitaire a significativement diminué, restant néanmoins majoritaire.